

Trois réflexions suite à la publication du rapport du Sénat sur la torture (Huffington Post)

Kristen
Breitweiser

24 décembre
2014



Kirsten Breitweiser faisait partie, avec Patty Casazza, Lorie Van Auken, et Mindy Kleinberg, du groupe de veuves du 11-Septembre surnommé les [Jersey Girls](#). Originaires du New Jersey, elles ont été à l'origine d'une campagne de revendication des familles de victimes ayant permis la mise en place de la Commission du 11-Septembre. Elles ont dénoncé plus tard le rapport de cette commission et réclamé en vain une nouvelle enquête.

Premièrement, il y a beaucoup de discussions sur l'impact qu'aura la publication de ce rapport sur nos alliés, nos intérêts et nos agents ici ou à l'étranger. Le secrétaire d'État John Kerry, les Républicains, et plusieurs officiels du renseignement ont fait part de leur préoccupation : cela attisera, incitera et encouragera les attaques contre les Américains et leurs alliés.

Est-ce que quelqu'un pense vraiment que l'État islamique, Al-Qaïda, etc. y prêtent vraiment une si grande attention ?

Si c'est le cas, nous avons alors une question pour le secrétaire d'État Kerry et tous les autres : Pourquoi n'avez-vous pas songé à l'impact éventuel d'un tout autre type de message — le genre de message qui serait envoyé si nous tenions pour responsables toutes les personnes citées dans ce rapport sur la torture ?

Est-ce que poursuivre en justice tous ceux qui sont nommés et identifiés dans ce rapport, y compris Bush, Cheney, Addington, Tenet, Mueller, Pavitt, McLaughlin, Rizzo, et Rodriguez, n'aurait pas pour véritable et considérable effet de calmer les hostilités contre nous ?

Est-ce que traîner ces personnes devant une cour de justice aux yeux du monde ne ferait pas une avancée considérable dans la réhabilitation de notre nom et de notre réputation en tant qu'État de droit ?

Parce que dénoncer simplement ces actes odieux (à la manière du président Obama) n'a aucun sens ; ce qui compte vraiment, c'est que chacun soit tenu responsable de ses actes.

Le président Obama devrait faire preuve d'autorité et d'un authentique courage en demandant que ces individus soient tenus responsable pour leurs actions et les consignes qu'ils ont données. Agir de la sorte prouverait au monde qu'aucun citoyen américain n'est au-dessus des lois ; et qu'aucun président américain ne prendra la défense d'un comportement si atroce et sadique pratiqué au nom de la sécurité nationale américaine.

Deuxièmement, il semble y avoir beaucoup d'inquiétude quant aux sanctions éventuelles pesant sur les personnes citées ou potentiellement identifiables dans ce rapport.

Franchement, nous sommes plus préoccupés de savoir où ces personnes se trouvent aujourd'hui car quand quelqu'un commet ce genre d'agissements brutaux et sociopathes dans la vie civile, ils sont exclus de la société

— et non récompensés par une carte "vous êtes libéré de prison" et/ou des hommages. Nous espérons évidemment qu'aucun d'entre eux ne conserve une position de pouvoir et que chacun a reçu une aide psychologique. Il est difficile d'imaginer que des individus ayant réalisé pendant des années des actes aussi odieux envers des êtres humains puissent être réintégrés si facilement et paisiblement dans la vie normale.

Troisièmement, il suffit d'avoir une connaissance même rudimentaire du rapport de la Commission du 11-Septembre pour savoir qu'une grande partie du rapport concernant la préparation et l'exécution des attentats du 11-Septembre a été recueillie et fondée sur les interrogatoires de Khalid Cheikh Mohammed. Puisque nous savons aujourd'hui que ces interrogatoires n'ont pas produit d'informations fiables, oserons-nous demander quelle proportion du rapport final de la Commission du 11-Septembre se base sur des foutaises ? Quelque chose nous dit que demander un nouveau rapport d'enquête sur le 11-Septembre à l'ex-directeur du staff Philip Zelikow ou à l'ancien président de la commission Lee Hamilton ne nous mènera pas très loin.

Si en tant que nation, nous ne demandons pas des comptes pour les vérités révélées dans ce rapport, comment pouvons-nous alors nous assurer que de tels actes immoraux, illégaux et malveillants (ou pire) ne se reproduiront pas à l'avenir ? Rendre des comptes établit un principe fort et indéniable de dissuasion. Si vous pratiquez la torture, vous allez en prison. Si vous franchissez la ligne, vous allez en prison. C'est aussi simple que ça. Pas de zone floue. Pas de jargon juridique. Pas d'exception. Pas d'excuse. P R I S O N.

Treize longues années plus tard, il est temps pour nous de retrouver notre boussole morale et notre conscience. Parce que les États-Unis d'Amérique sont et devraient toujours rester un État de droit.

Kristen Breitweiser

Texte co-écrit avec Monica Gabrielle, veuve de [Richard S. Gabrielle](#).

<http://www.huffingtonpost.com/kristen-breitweiser/3-thoughts-on-tortur...>

Traduit par Sébastien pour ReOpenNews

»» <http://www.reopen911.info/News/2014/12/13/la-reaction-dune-veuve-du-11...>